



LE CONFINÉ COMBATTANT

Bulletin Du Fantassin Sanitaire **N°5**

EPSM de Caen

cgtchscaen@gmail.com

Un Édito. Des infos en vrac

ÉDITO

Pour Macron le jour d'après c'est : En avant ...pire qu'avant !!

C'est bien ce que confirme le Directeur de l'ARS du grand Est, Christophe Launelongue, à propos de l'avenir du CHU de Nancy. Interrogé sur l'avenir du CHU après la crise du Covid-19, le Directeur de l'ARS **maintient les orientations du COPERNO** (Comité Ministériel de Performance et de Modernisation de l'Offre de Soins) qui prévoient la suppression de **598 postes et 174 lits d'ici 2025**. A l'heure où nous écrivons, ces propos scandalisent et les politiques de la Région, les présidents du Conseil de Surveillance et de la CME du CHU qui ruent dans les brancards ... Nul doute que, la crise derrière nous, les personnels du CHU et leurs syndicats rentreront dans la danse !

Le Directeur de l'ARS du grand Est tient encore ce discours parce qu'il a l'aval du Ministère et du Gouvernement. **Ce Gouvernement maintient, pendant l'épidémie, sa politique voire il l'aggrave !!**

C'est ce que révèle une enquête récente de Médiapart. Dans un premier temps le Président Macron nous tient un discours lénifiant : « Ce que révèle déjà cette pandémie, c'est que la santé gratuite sans condition de revenu, de parcours ou de profession, ne sont pas des coûts ou des charges mais des biens précieux, des atouts indispensables quand le destin frappe (...) il est des biens et des services qui doivent être placés en dehors des lois du marché ». **C'est beau n'est-ce pas ?!**

On se dit que venant d'un homme qui a passé toutes ces années à développer une politique de casse des services publics, ce président est soudain frappé d'une prise de conscience, d'une révélation !

On déchanté rapidement à la lecture de l'enquête de Médiapart.

En effet l'Elysée a demandé une étude à la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC) sur l'avenir de l'hôpital public. **Et là c'est en avant comme avant voire pire qu'avant !** Dans cette note de la CDC, à la tonalité très technocratique, l'état providence devrait faire la part belle au privé, les finances publiques venant alimenter dans les grandes largeurs les entreprises privées (**cliniques, Start Up, assurances, mutuelles et leurs réseaux de soins...**) Cette note annonce aussi la relance des trop fameux partenariats public/privé qui sont pour le privé l'assurance d'une manne financière.

Alors que nous sommes en pleine épidémie Covid-19, que les soignantEs sont épuisés par des journées harassantes dans un environnement hospitalier dégradé du fait des politiques et orientations destructrices du gouvernement, des soignantEs qui meurent, celui-ci se propose d'accélérer sa politique pour aller vers la privatisation !! On marche sur la tête !!

Les beaux discours de Mr Macron ne sont en fait que des camouflages, des leurres pour berner la population et dissimuler sa véritable politique. Pour Macron c'est tout changer (dans les discours) pour que rien ne change (dans la réalité).

.../...

Si la note de la CDC fait la part belle au privé, elle ne dit rien sur les revendications des personnels hospitaliers, rien sur l'augmentation des budgets, rien sur l'augmentation des salaires, rien sur le recrutement de personnels, rien sur la réouverture de lits, des maternités fermées toutes ces années...

En fait cette note ne dit rien sur la reconstruction du tissu public hospitalier dans les territoires.

Autant dire qu'avec ce que préconise la CDC nous allons tout droit vers de nouvelles catastrophes ! Ces gens sont irresponsables ! Ils ne travaillent que pour les profits et sont au service du CAC 40, pas de la population !!

Le jour d'après, c'est en solidarité avec les usagers que les hospitaliers devront reprendre la rue pour défendre, exiger un véritable service public de santé et une santé 100 % gratuite.

A son niveau la CGT de l'EPSM sera de cette bataille.

DES INFOS EN VRAC

Il a dit 1 : Président de la CME, EPSM Caen

« Face à la situation il est souhaitable qu'on l'attrape tous pour être immunisés », c'est le Président de la CME qui l'affirme ! Mais sait-il qu'une telle allégation n'est à ce jour pas prouvée absolument ? Sait-il que dans l'hypothèse où ce choix eut été fait il aurait entraîné la mort d'au moins 1 % de la population, certains évoquent même 2 %. En France le prix de l'immunité c'était la disparition de 650 000 personnes, fourchette basse, à l'EPSM 12 personnes jusqu'à 24, voire plus, en fourchette haute ! Alors toujours prêt à tenter l'expérience Docteur ? A l'échelle internationale, mêmes les industriels (qui pourtant sont pour la reprise de la production) se sont insurgés contre une telle stratégie : trop de risques d'une désorganisation des systèmes de production, de bouleversements sociaux. Des chefs d'état ou de gouvernement partisans de cette solution ont fait machine arrière après avoir perdu un temps précieux dans la protection de leur population. Il est regrettable que, dans un hôpital public déjà mis à mal par des années d'austérité, un médecin, qui plus est Président de la CME et garant de l'éthique au sein de la Cellule de Crise fasse une telle déclaration.

Il a dit 2 : William Dab, épidémiologiste dans le JDD .fr du 05 Avril 2020.

« La plus grande erreur est de ne pas porter de masque ». Et de plaider pour la généralisation des masques et une campagne de tests .Que faut-il faire pour les soignants ? « Je ne peux dire que mon sentiment de colère et ma solidarité. Les chiffres du nombre de malades chez les professionnels de santé en première ligne sont terrifiants. On les a envoyés au front sans protection : peu de tests, pas de masques. Toutes proportions gardées, l'image qui me vient et celle des liquidateurs de Tchernobyl, qui nous ont sauvés d'une catastrophe gravissime ».

Elle a dit 3 : Annie Ernaux, écrivaine. France Inter 29 Mars 2020

« Mr le Président ...depuis que vous dirigez la France, vous êtes resté sourd aux cris d'alarme du monde de la santé et ce qu'on pouvait lire sur la banderole d'une manif en Novembre dernier « L'État compte ses sous, on comptera les morts » résonne tragiquement aujourd'hui. (...)

Prenez garde Mr le Président aux effets de ce confinement, du bouleversement du cours des choses. C'est un temps propice aux remises en cause. Un temps pour désirer un nouveau monde. Pas le vôtre. Pas celui où les décideurs financiers reprennent déjà sans pudeur l'antienne du « travailler plus » jusqu'à 60 heures par semaine. »

La CGT tient des permanences quotidiennes: de 9H00 à 17H00

N'hésitez pas à nous contacter au **Poste 8043** ou ligne **directe 02 31 30 80 43**

NE RESTEZ PAS SEUL(E)S! INFORMEZ-VOUS, INFORMEZ-NOUS!!